

Toepassing van artikel 58 van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad.
Interpellatie van de inwoners betreffende de staat van de Sergent De Bruynestraat.

Il dit qu'en tant que cycliste, il emprunte la rue Sergent De Bruyne quotidiennement et il est exposé aux bacs à fleurs. Il avait contacté madame l'Echevine MÜLLER-HÜBSCH le 27 septembre 2021 en demandant s'il était normal de trouver dans le bac à fleurs, des sucettes, des débris de verre, des chaises, voire d'autres objets insolites si l'on creuse. Il avait écrit : « Bonjour, je compte interpeller le Collège étant donné que l'accotement n'a toujours pas été réparé à la rue Sergent De Bruyne, entre le 92 et le 84, cela fait plus de 10 ans que je m'en plains à juste titre mais toujours rien ». Il aurait personnellement préféré qu'on lui réponde « Bonjour Monsieur Ouamara, déménagez, vous n'aurez plus de problème ». Quand il parle avec certains membres du Collège, on lui dit qu'il faut rester dans le quartier, que le Collège se battra. Il se trouve cela naïf et rêveur. Il est forcé de constater que ce sont uniquement des belles paroles. Il perd vraiment confiance et il n'est pas le seul. Entre-temps, ce sont les gens du quartier qui font régner l'ordre.

La rue Sergent De Bruyne, est divisée en 3 sections : la première, de la chaussée de Mons à la rue de la Clinique ; la deuxième, de la rue de la Clinique à la rue Brogniez ; et la troisième, où il vit, de la rue Brogniez à la rue de Fiennes.

Concernant la première section, un article de presse paru en 2015 parlait de plans d'actions à Anderlecht pour sécuriser le quartier de Cureghem. La rue Sergent De Bruyne en fait donc partie. Six ans plus tard, le 28 mai 2021, on peut lire dans un autre article : « « Cureghem invivable », déplore le Bourgmestre d'Anderlecht, nous ne parvenons pas à trouver la solution. ». Il pense que le Collège est au courant que ce sont des habitants du quartier de Cureghem, de la rue Sergent De Bruyne, de la rue de la Clinique et de la rue Jorez, qui ont dû effectuer le travail de la police, afin de trouver une solution contre les vendeurs à la sauvette et les consommateurs de stupéfiants, en l'occurrence du crack.

Dans la deuxième section, il y a un problème de vitesse de circulation et les citoyens n'ont pas les moyens pour la ralentir, tels que des dos-d'âne ou des coussins berlinois. Les gens qui entrent dans la rue Sergent De Bruyne ont la mauvaise manie d'accélérer. Que la Commune peut-elle faire pour diminuer la vitesse dans ce tronçon ?

Dans la troisième section, il est question de saleté, d'accotements de rue délabrés. Il y a une dizaine d'années, il avait contacté monsieur M. AKOUZ à ce sujet mais la rue n'a toujours pas été rénovée. Il avait aussi contacté, le 28 juillet 2014, des anciens voisins « GROEN » et il avait écrit, « Notre rue, votre rue, la rue Sergent De Bruyne est dégueulasse. Vous êtes le parti « GROEN », l'écologie, la propreté, ne font-elles pas partie de vos missions ? ». La réponse obtenue à l'époque : « Vous avez entièrement raison, l'état de propreté de notre rue est souvent délabré. Malheureusement, nous n'avons pas la responsabilité dans la Commune d'Anderlecht, mais comme vous, nous nous indignons et nos mandataires feront le nécessaire pour demander que la Commune y fasse quelque chose ».

Il se demande, depuis tout ce temps, si quelque chose a changé à la rue Sergent De Bruyne ? Non, rien n'a changé, voilà son ressenti. Il y a eu des moments d'accalmie, grâce à la « Covid », car les cafés, night-shops, etc. étaient fermés. Maintenant que la « Covid » s'est estompée, il y a un retour à la « normale ».

Les riverains ont aussi eu des problèmes avec l'ASBL « Macadam ». Les habitants n'ont strictement rien contre l'ASBL « Macadam » mais il existe un problème de gestion de l'ASBL. Il y a une médiation en cours et, à la mi-juin, les habitants auront une médiation avec les responsables de l'ASBL. Les habitants viennent donc se plaindre de ces problèmes mais c'est le Collège qui a les cartes en main.

En ce qui concerne enfin les attroupements et comportements problématiques, il distribue des photos et évoque un texte de son ex-voisine, Sara. Elle l'avait écrit le 26 juin 2000 et a

déménagé entre-temps. Ce texte révèle des insultes immondes, principalement à caractère misogyne, et dépeint également la triste réalité de la propreté du quartier et du peu de civisme et de savoir-vivre de certaines personnes fréquentant les lieux.

La conclusion ? Sara a déménagé, sa maman a déménagé et sa grand-mère aussi.

Les principales questions des habitants du quartier sont les suivantes :

Quand le Collège prévoit-il d'aménager la rue Sergent De Bruyne, compte-t-il placer des ralentisseurs pour sécuriser la rue ?

Le Collège est-il conscient du tapage quotidien et du sentiment d'insécurité généré par ces nombreux attroupements dans la rue, le quartier ? Comment le Collège compte-t-il y remédier ?

G. VAN GOIDSENHOVEN pense que ce qui vient d'être dit doit nous ramener à une certaine forme d'humilité car c'est une réalité vécue par de nombreuses personnes dont beaucoup ont renoncé à s'adresser encore régulièrement aux responsables communaux et cela pose un grave problème.

Les Conseillers communaux ont reçu régulièrement, ces dernières semaines, des e-mails de Monsieur OUAMARA, ils illustrent une réalité déjà tangible depuis un certain temps, et qui culmine avec la réappropriation d'une certaine forme d'autorité, de sécurité, par des groupes d'habitants, en lieu et place de la police ; ce qui est évidemment un signal extrêmement préoccupant.

Il comprend que les gens soient excédés et ne veulent pas continuer à vivre dans un pareil environnement, ce qui constitue une étape particulièrement préoccupante du délitement de l'autorité. Cela laissera des traces, il faudra beaucoup de temps et d'application pour renouer les liens au-delà du dialogue, de la confiance. Ce qui nuit à l'autorité et la crédibilité du politique, c'est son impuissance et ici, malheureusement, elle est trop visible. Certaines initiatives malheureuses, comme le dépôt de ces bacs à fleurs casse-vitesse, auraient quand même pu amener à imaginer que cela n'allait pas fonctionner et que cela allait être une source de nuisances complémentaires à bien d'autres. Les moyens communaux étant limités, il ne faudrait plus jamais réserver ces moyens à l'essentiel, car la sécurité, le minimum de qualité de vie, n'est plus du tout atteint. Ce n'est pas seulement un problème ponctuel, en lien avec l'un ou l'autre trouble-fête. C'est quelque chose qui s'est installé. G. VAN GOIDSENHOVEN a eu l'occasion de parler avec beaucoup de personnes du quartier, de tous les âges, de toutes les origines, de toutes les classes sociales et ils disent la même chose : ils se sont faits à l'idée qu'il faut que les habitants prennent en main leur destin et se substituent à l'autorité.

Il croit que nous sommes face à une situation vraiment préoccupante, il faut aborder cela avec humilité et aussi faire en sorte de concentrer les moyens pour en sortir et que cette impuissance, qui est aujourd'hui extrêmement mal vécue, puisse être dépassée.

Dans la mesure du possible, autant ici qu'au Conseil de Police, des initiatives doivent être prises, des pistes réfléchies et soutenues, même si c'est politiquement compliqué à porter. Le groupe « MR » réfléchit à des solutions par rapport à cela, car elles sont devenues absolument urgentes.

G. BORDONARO remercie Monsieur OUAMARA pour l'interpellation et pour avoir représenté les habitants du quartier de Cureghem. Il comprend que, à un moment donné, il y a un ras-le-bol général. Il pense qu'après des années de patience, de e-mails envoyés, de tentatives de rencontres, venir interpellier ici directement est important.

Le Conseil ne peut pas se permettre de répondre avec de belles paroles et de dire qu'il n'a pas réussi à trouver la solution pendant des années. Il faut agir maintenant et trouver des solutions aux problèmes. Ce ne sont pas des problèmes où les difficultés sont telles que

l'on ne peut pas les résoudre. Les habitants demandent de vivre tranquillement dans leur rue et de pouvoir dormir tranquillement. C'est possible à Anderlecht, c'est possible en région Bruxelloise.

Concernant l'état de la rue, en effet, il y a une rue complètement délabrée, la Commune met beaucoup de moyens dans les travaux publics et dans les réaménagements de certaines rues. Dans certaines rues uniquement, alors que dans d'autres des citoyens demandent simplement qu'elle soit réparée. Il faut voir comment le Collège établit les priorités.

Les bacs à fleurs posent énormément de questions. Ils sont mal placés et sont censées être là pour apaiser le quartier, pour permettre aux cyclistes de rouler tranquillement mais ils sont mis sur les pistes cyclables, c'est incroyable ! Nous sommes à un point où les citoyens attendent, de la part du Collège, une réponse claire et des pistes de solutions concrètes afin qu'ils puissent enfin vivre et dormir tranquillement dans leur quartier. Il faut faire en sorte que les habitants de Cureghem vivent paisiblement.

G. VERSTRAETEN, s'exprimant en Français, dit qu'il est important que si les habitants interpellent le Collège et le Conseil communal, on leur répond dans une langue qu'ils comprennent. G. VERSTRAETEN souhaite la « bienvenue » dans le quartier de Cureghem, il habite le quartier. Il fera notamment une interpellation plus tard lors de ce Conseil communal, concernant la rue Poincaré, concernant le même genre d'histoire. Des citoyens vivent dans un bâtiment et interpellent le Collège depuis des années quant à une problématique de qualité de l'air provenant de restaurants et autres. Le sentiment que beaucoup de gens ont dans le quartier, c'est que l'espace public n'est pas géré, que les règles de base du vivre ensemble et le règlement de police, ne sont pas appliqués, que l'espace public est laissé dans un désordre total avec des crasses, des trous dans les rues, de l'insécurité... Le résultat est qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui restent dans le quartier. Il y en a mais ceux qui en ont les moyens, le quittent. Les gens de bonne volonté partent après quelques mois ou années car cela devient invivable. A un certain moment, si le Collège n'arrive pas à gérer le quartier, à mettre des choses en œuvre pour améliorer la situation, que doit-on faire ? Cela devient inacceptable.

On pointe à nouveau les bacs à fleurs, alors qu'il a demandé à plusieurs reprises au Conseil de les enlever. Il est cycliste sans voiture, et ces bacs sont tout simplement dangereux car cela crée du double-stationnement. L'application des règles ne s'est pas améliorée par le placement de quelques bacs. Le résultat est simplement le double-stationnement, à côté de ces bacs, les cyclistes, savent plus passer. Il y a des voitures sur les pistes cyclables, devant ou derrière ces bacs, il n'y a même plus de visibilité de ce qui arrive en face et il faut zigzaguer parmi les voitures qui viennent à contresens, c'est dangereux ! Que les bacs ont-ils amélioré ? On en parle depuis des mois dans ce Conseil, on dit que c'est une phase-test, mais à quel moment le test sera-t-il fini ? Il trouve que cela n'a pas apporté grand-chose. Ce sont des problèmes qu'il connaît et qu'il constate aussi. Il se pose la question de ce que va faire le Conseil pour rendre le quartier de Cureghem finalement paisible et pour que les gens de bonnes intentions, qui veulent vivre une vie paisible, normale, puissent rester dans le quartier et arrêter de le quitter parce qu'il est invivable.

J.-J. BOELPAEPE ne peut que se joindre à ce que viennent de dire ses collègues quant à cette interpellation qui pose le problème de la qualité du vivre-ensemble dans notre commune. Il croit qu'il n'y a pas lieu de le ramener au simple problème de la rue Sergent De Bruyne. Le problème est général dans la commune, il faut vraiment saisir ce problème à bras-le-corps et rendre à nouveau la commune vivable.

Il n'y a pas qu'à la rue Sergent De Bruyne que cela se passe. Par exemple, dans le quartier dit des « Musiciens », on y vit pour l'instant au son de la musique, essentiellement la nuit. Il y a de plus en plus de personnes qui, dans leur jardin, en intérieur d'îlots, se retrouvent en groupe, en masse. Ce sera pour la préparation des examens, ce sera après les examens, il n'y a plus de paix dans les quartiers tout simplement, parce que l'on ne dit plus aux gens, quelles sont les règles du vivre-ensemble. Il pense que l'on devrait consacrer un numéro de la revue communale pour rappeler quelles sont les règles et à qui les citoyens peuvent faire appel pour vivre calmement dans notre commune.

Les rassemblements et le bruit empêchent certains voisins de dormir. A qui peuvent-ils faire appel ? Comment peut-on faire cesser cela, alors que, par ailleurs, pour certains cafetiers et restaurants, on empêchait et on menaçait de fermeture les établissements parce que le bruit dépassait une certaine sonorité après une certaine heure. Maintenant, cela ne se passe plus dans les cafés, cela se passe dans l'espace public. Autour du parc Astrid, c'est incroyable ! Dans le parc Astrid, il serait étonnant que des oiseaux nichent encore. Tous les vendredis, samedis et dimanches, c'est la fête jusqu'à des heures incroyables, avec un bruit innommable, il en appelle à ceux qui représentent l'écologie au sein du Collège. Les oiseaux ne meurent plus comme dans le passé, ils ne sont tout simplement plus présents.

Il croit effectivement, qu'il est grand temps de faire un petit audit général de toutes ces façons incroyables, dont on gère ou dont on ne gère pas la Commune, et dont on ne dote pas les citoyens de moyens de se défendre contre cela.

Les citoyens quittent Anderlecht car Anderlecht n'est plus la commune où il fait bon-vivre, on ne sait plus assurer le droit de bien-vivre. Il souhaite que l'on revienne à cela.

Monsieur le Bourgmestre-Président remercie pour l'interpellation des citoyens et pour la contribution des Conseillers communaux.

Au travers des contacts constants que le Collège entretient avec les habitants, la situation de la rue Sergent De Bruyne, en particulier, mais aussi plus largement de Cureghem est abordée. Il reconnaît le fait qu'il y ait de nombreuses situations inacceptables dans le quartier et il estime que le Collège ne baisse pas les bras, qu'il travaille sans relâche à essayer de résoudre ces problèmes.

En ce qui concerne les nuisances, tapages, dégradations et interpellations que Monsieur OUAMARA dénonce, il est important de revenir sur quelques démarches déjà accomplies dans le passé et sur les projets en cours.

Les deux dernières années, un plan de propreté a été mis en place. Le Collège est bien conscient que ce plan doit encore plus se déployer pour donner les résultats escomptés. Monsieur le Bourgmestre-Président voit, depuis les fenêtres de son bureau, tout le courage des travailleurs qui, sans relâche, chaque matin, nettoient les espaces publics de cette partie de la commune ; il en profite pour les saluer.

Dire que le Collège ne sanctionne pas n'est pas vrai ; il peut fournir les chiffres des sanctions établies en termes de dépôts clandestins sur l'espace public. Il y a une véritable volonté de sanctionner. Il est clair qu'aujourd'hui, ce n'est pas encore suffisant et que l'état de saleté du quartier est inacceptable. Le Collège continue d'y travailler.

Par rapport aux tapages, ils sont générés pas des établissements particuliers et notamment le 86 de la rue Sergent De Bruyne qui a fait l'objet d'un arrêté de fermeture. Il a été fermé pendant 3 mois. Monsieur le Bourgmestre-Président insiste que nous sommes dans un état de droit, il ne peut pas fermer tout établissement sans dossier de base. Le propriétaire de l'établissement a attaqué la commune au Conseil d'État par rapport à cet arrêté de fermeture.

Heureusement, la Commune a gagné car le dossier était suffisamment étayé. Maintenant, le propriétaire souhaite attaquer cet arrêté sur le fond, avec une menace pour la Commune de demander des dommages et intérêts par rapport à la fermeture.

Cela n'empêche pas le Collège de prendre des mesures, il sera ferme dans cette pratique, ceci pour expliquer que ce n'est pas sans risque par rapport aux finances publiques.

En plus des contrôles poussés incluant des visites sur place et des auditions des propriétaires et exploitants, il garantit que toutes les semaines, des patrons d'établissements sont convoqués à la Maison communale. Certains sont dans le collimateur des services et font l'objet de contrôles plus poussés, et, dès que les dossiers seront suffisamment étayés, le Collège passera à l'action.

Concernant les plaintes des riverains quant à l'ouverture du centre pour Mineurs Étrangers Non Accompagnés (MENA), l'ASBL « Macadam, dont il a été question, il est allé visiter les lieux en personne, avec ses équipes, afin de s'assurer du sérieux de l'encadrement de ce projet à vocation sociale. Tous les professionnels consultés dans le cadre de la problématique des MENA et des nuisances qu'ils génèrent parfois s'accordent pour dire qu'il faut encourager le développement de tels centres car c'est la manière d'éviter qu'ils traînent en permanence sur l'espace public. Le Collège a demandé des financements régionaux pour développer d'autres centres ailleurs, ce qui permettrait un encadrement plus large. C'est actuellement un centre de jour, ce qui signifie qu'à un certain moment, ces mineurs se retrouvent sur l'espace public. Le Collège souhaite un centre où ils pourront rester en permanence. Monsieur le Bourgmestre-Président est sorti de cette visite et des entretiens avec les responsables du centre et des services de police et de prévention, avec la conviction qu'il s'agit d'une initiative bien encadrée, mais qui pourrait l'être encore mieux.

A l'avenir, les autorités locales et lui resteront en contacts permanents avec les riverains. Il sait combien est grande l'envie de voir la présence plus régulière des représentants de l'autorité publique, en particulier de la police, sur le terrain. C'est pour parvenir à augmenter cette présence policière au quotidien, que le Collège de Police, dont il assume la présidence pour l'instant, a décidé de recruter une centaine de policiers de proximité supplémentaires en 3 ans. Les premiers contingents commencent déjà à arriver.

En parallèle, le Collège a lancé une dynamique de coopération dans le quartier, entre la police, la prévention et les agents communaux en charge de l'entretien des espaces publics. Un projet-pilote fonctionne fort bien du côté de la place de la Vaillance : les antennes de proximité « LISA ». Cet endroit est un lieu géré par un manager avec une philosophie de travail qui permet de faire des liens entre les équipes dédiées à un quartier, qui connaissent leur territoire, qui peuvent mieux appréhender les phénomènes et lutter contre les désagréments. Cette logique de proximité et de collaboration a commencé à Cureghem et l'antenne de proximité qui la matérialisera arrivera dans le courant de l'année prochaine. Elle sera installée du côté de la chaussée de Mons.

Il reste convaincu que c'est par la mobilisation générale de tous les agents publics, de la police, des services de proximité et d'entretien, que la situation du quartier s'améliorera.

Par rapport aux questions plus précises sur l'aménagement des espaces publics, Monsieur OUAMARA a pointé la question de la vitesse dans le quartier. Il voudrait faire le parallèle avec ces fameux bacs à fleurs. Pourquoi sont-ils là ? Pourquoi ont-ils été installés ? Ils sont justement installés car il y avait de nombreuses plaintes des riverains par rapport à la vitesse dans le quartier. Beaucoup disent qu'il fallait mettre des casse-vitesses. Monsieur le Bourgmestre-Président garantit que dans d'autres quartiers, on en place et les mêmes personnes, une semaine après, supplient de les enlever car cela fait du bruit et cela fait vibrer les maisons. Les bacs à fleurs étaient là pour avoir une solution de ralentissement de la vitesse sans que ce soit une solution qui fasse des vibrations. Le Collège est conscient du fait que le test n'a pas donné satisfaction. Nombreux sont ceux qui disent que ce n'est pas une bonne solution. Le Collège entend cela mais ne veut pas

simplement les enlever et revenir à des grandes lignes droites entre la rue Brogniez et la rue de la Clinique. Dans le cadre de la maille apaisée qui sera mise en place durant l'été, et par ce plan global sur l'ensemble du quartier de Cureghem, ces bacs vont être enlevés mais remplacés car la question de la vitesse excessive et de la dangerosité de certaines artères est toujours présente. Il s'agit du quartier-pilote de la commune. Les bacs seront remplacés par d'autres mécanismes qui permettront d'éviter la situation de transit et de vitesse.

Dans le cadre du marché actuel d'asphaltage, la rue Sergent De Bruyne bénéficie d'un coefficient de priorité 1, elle sera réalisée dans la campagne d'asphaltage dans les semaines et mois à venir.

Puisque Monsieur OUAMARA est revenu sur un élément repris par la presse où un journaliste avait titré, « Cureghem, nous ne parvenons pas à trouver la solution », Monsieur le Bourgmestre-Président voudrait s'inscrire en faux par rapport à ce qui y a été repris. Le titre de cet article était évidemment un titre sensationnel. Ce qu'il a dit à ce journaliste était une question ponctuelle par rapport à la brocante sauvage qui était installée à la place Jorez. Il n'a jamais dit que le Collège ne trouverait pas de solution ; il a dit que le Collège avait essayé plusieurs solutions pour notamment mettre des obstacles physiques, et que, pour l'instant, il n'en avait pas encore trouvé de bonnes. Mais, bien entendu, il ne baisse pas les bras, le Collège sera toujours aux côtés des citoyens pour redonner à ce quartier tout le caractère convivial qu'il mérite. Il reste bien entendu à disposition pour d'autres rencontres, en plus petits comités.

Monsieur OUAMARA dit qu'il a bien écouté les réponses avec attention. Comment peut-on dire que les habitants de la rue Sergent De Bruyne sont contre des ralentisseurs alors que dans certaines rues des membres du Collège, des ralentisseurs sont présents ?

Monsieur le Bourgmestre-Président interrompt Monsieur OUAMARA et il enverra, en anonymisant l'expéditeur, des dizaines de mails d'habitants qui se plaignent de vibrations. Ce n'est pas l'objet ici, on ne rentrera pas dans des problèmes techniques, mais nous sommes bien d'accord qu'il faut ralentir la vitesse et on trouvera des solutions acceptables pour tout le monde.